



Assemblée générale

Distr. générale
29 mai 2017

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Trente-cinquième session

6-23 juin 2017

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris
le droit au développement**

**Exposé écrit* présenté conjointement par Tourner la page,
Alliance Creative Community Project, ANAJA (L'Eternel a
répondu), Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance,
Association Mauritanienne pour la promotion du droit,
Association pour les Victimes Du Monde, Association
Solidarité Internationale pour l'Afrique (SIA),
L'Observatoire Mauritanien des Droits de l'Homme et de la
Démocratie, Society for Development and Community
Empowerment, organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[15 mai 2017]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.17-08615 (F)



* 1 7 0 8 6 1 5 *

Merci de recycler



Sri Lanka : la « guerre de colonisation » contre les Tamouls*

Les habitants de l'Eelam tamoul ont accusé le gouvernement Sri Lankais de mener une « guerre de colonisation » à l'encontre du peuple tamoul de l'île du Sri Lanka. Le gouvernement a établi des colonies cinghalaises dans des régions à l'origine tamoules. Nous pouvons comparer cela à la politique israélienne d'établissement de colonies juives en Cisjordanie, le Sri Lanka a pour but de créer une situation sur le modèle Israélien aussi vite que possible.

De la même manière qu'Israël utilise des colonies juives pour morceler en petits fragments des zones habitées par des palestiniens, rendant donc la formation d'un Etat Palestinien impossible, le Sri Lanka se sert de colonies cinghalaises pour séparer les régions tamoules du nord et de l'est du Sri Lanka, avec l'intention de rendre impossible la création d'un Etat indépendant tamoul.

Par exemple, une nouvelle colonie cinghalaise à Kokkulaay, en combinaison avec d'autres colonies précédemment établies ; aidera à séparer les régions tamoules dans l'est de l'île de celles situées dans le nord. D'autres colonies et bases militaires sépareront la péninsule de Jaffna des régions tamoules sur le continent.

La politique d'établissement de colonies cinghalaises dans des régions tamoules possède une longue histoire. C'était un aspect de la politique raciste générale conduite par les gouvernements srilankais successifs dominés par les forces cinghalaises depuis que le Sri Lanka (appelé Ceylan à l'époque) a acquis son indépendance de la Grande-Bretagne en 1948. Les deux principaux partis capitalistes, le United National Party (UNP) et le Sri Lanka Freedom Party (SLFP), rivalisaient pour promouvoir le racisme cinghalais.

D'autres politiques racistes incluses :

- En 1948 des travailleurs de plantations tamouls qui étaient nés au Sri Lanka mais dont les ancêtres étaient venus d'Inde au 19^{ème} siècle se sont vus refuser la nationalité srilankaise.
- En 1956 le Cinghalais devint l'unique langage officiel. Cela désavantagea les Tamouls dans l'obtention d'emplois gouvernementaux et dans l'accès à des services gouvernementaux.
- En 1971 un processus nommé « standardisation » signifiait que les Tamouls devaient recevoir des résultats d'examens plus élevés que ceux des Cinghalais pour accéder aux universités
- En 1972 une nouvelle Constitution fit du Bouddhisme (la religion de la plupart des Cinghalais) la religion nationale

Des manifestations pacifiques organisées par le peuple tamoul contre les politiques furent accompagnées de répressions de la part de l'armée et de la police, ainsi que de pogroms de foules cinghalaises alimentés par des politiciens racistes et des moines bouddhistes.

Quand les manifestations pacifiques échouèrent, quelques jeunes tamouls prirent les armes. Le principal groupe armé tamoul, les Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), menèrent une guerre durant 30 ans pour l'indépendance de la patrie tamoule.

Le LTTE fut finalement vaincu en mai 2009. Au moins 200 000 tamouls – probablement beaucoup plus – ont perdu la vie au cours de cette guerre. Quelques 70 000 tamouls civils furent tués dans les dernières semaines de la guerre, lors de bombardements perpétrés par l'armée srilankaise, ses forces aériennes et maritimes, réduisant ainsi les zones contrôlées par le LTTE.

A la fin de la guerre, 300 000 tamouls furent placés dans des camps de concentration. Alors que la plupart sont maintenant libres de quitter les camps, beaucoup n'ont pas de maisons où retourner. Beaucoup ne peuvent retourner dans leur propre maison, empêchés par l'armée Sri Lankaise.

Les régions tamoules demeurent sous l'occupation militaire malgré la fin de la bataille. Pendant la guerre, de larges étendues de terrain ont été déclarées « zones de haute sécurité » (HSZs). De nombreux Tamouls ont été arrachés de leur

maison pour créer ces zones. D'après le Sunday Leader, un journal srilankais : « Les HSZs ont laissé 125 000 à 130 000 civils délogés et incapables de retourner chez eux dans le nord et dans l'est depuis les 20 dernières années ».

Malgré des promesses de suppression des zones suite à la fin de la guerre, dans de nombreux cas les habitants originels tamouls de ces zones n'ont pas été autorisés à rentrer. L'excuse souvent donnée est que les mines n'ont pas été retirées. Mais dans quelques-unes de ces régions, des colonies cinghalaises ont été établies. Quelques-uns de ces territoires ont été vendus aux intérêts commerciaux cinghalais. Des projets de développement touristique dans certaines de ces zones sont en cours.

Quatre-vingt mille membres du personnel militaire srilankais demeurent en tant qu'armée occupante dans les régions tamoules traditionnelles du nord et de l'est de l'île, et construisent actuellement des maisons dans leur intérêt et dans celui de leur famille. Les forces armées srilankaises sont presque entièrement composées de cinghalais.

La répression envers le peuple tamoul perdure sous diverses formes. Un nombre inconnu de membres présumés du LTTE est encore emprisonné presque deux ans après la fin de la guerre. Selon un rapport publié par la Commission internationale de juristes en septembre 2010, il y en avait encore au moins 8000 à cette date.

Des meurtres et des disparitions, soupçonnés d'avoir été commis par l'armée srilankaise ou par des groupes paramilitaires lui étant alliés, sont des événements fréquents. Les tamouls sont sujets à des harcèlements, à des violences sexuelles et à des extorsions de la part des soldats.

La culture tamoule est sous le coup d'une attaque. Les noms des routes et des villages sont changés pour passer du langage tamoul au langage cinghalais. Le gouvernement a systématiquement détruit les cimetières contenant les tombes des soldats du LTTE. Des temples hindous ont été détruits, vandalisés ou repris par l'armée.

Alors que la répression est pire dans les régions tamoules, ces membres de la majorité cinghalaise qui critiquent le gouvernement du président Mahinda Rajapaksa sont aussi menacés par la répression, notamment par les meurtres et les disparitions. Par exemple, Lasantha Wickramatunga, éditeur du Sunday Leader, fut assassiné en Janvier 2009. Sa déclaration prédisant son meurtre par le gouvernement fut publiée dans son journal après son décès.

Les meurtres et disparitions des opposants au gouvernement continuent. Par exemple, le caricaturiste et chroniqueur politique Prageeth Ekneligoda disparut le 24 Janvier 2010.

Des milliers de personnes sont présentement placés en détention sans chef d'accusation ni procès. Selon Amnesty International « certains de ces détenus sont retenus secrètement où ils sont vulnérables à toutes sortes de violence, comprenant la torture et assassinat durant la détention ». Le Sri Lanka a été en état d'urgence de manière presque constante depuis 1971. L'état d'urgence a été constamment renouvelé même après la fin de la guerre.

Malgré une légère critique occasionnelle de ses antécédents en matière de droits de la personne, le gouvernement de Rajapaksa a été, et le gouvernement actuel l'est, soutenu par les pays occidentaux dont l'appui a joué un rôle crucial dans la victoire militaire du gouvernement srilankais sur le LTTE et dans l'occupation actuelle de l'Eelam tamoul. Peut-être la plus importante forme d'aide militaire fournie par les Etats-Unis au gouvernement srilankais était celle donnée dans les domaines de la surveillance électronique et du renseignement militaire. Selon Jon Lee Anderson, qui rédige dans le New Yorker : « Les diplomates srilankais et les officiers militaires m'ont avoué directement que le renseignement par satellite des Etats-Unis avait été crucial quand, en 2008, la marine srilankaise fit sombrer sept navires du LTTE remplis de marchandises militaires. Les navires – membres de la flotte des Sea Pigeons, qui naviguaient sans identification depuis divers ports asiatiques – se mouvaient dans les eaux internationales, à plus de mille six cent kilomètres du Sri Lanka, quand ils furent attaqués. Ils transportaient du matériel de guerre valant des dizaines de millions de dollars, et leur destruction a dépossédé les Tigres de leur traditionnel moyen d'approvisionnement militaire juste au moment où l'armée Sri Lankaise intensifia les hostilités. A partir de ce moment-là, les Tigres s'enfuirent, rassemblés inéluctablement sur un territoire rétrécissant.

Les Etats-Unis ont aussi fourni au Sri Lanka un système de surveillance maritime basée sur un radar. Des alliés proches des Etats-Unis, tels qu'Israël, ont aussi fourni de l'équipement militaire.

Donald Perera, ambassadeur srilankais auprès d'Israël et ancien commandant de l'aviation srilankaise, révéla au journal israélien Yedioth Ahronoth : « Durant des années, Israël a soutenu notre guerre contre la terreur par le biais de l'échange d'informations et par la vente de technologies et d'équipements militaires... Notre flotte de force aérienne comprend 17 avions de combat Kfir. Nous avons également des bateaux de patrouille Dabur. Nos pilotes sont entraînés en Israël, et nous avons reçu des milliards de dollars en aide au cours des dernières années. »

Cependant, le gouvernement srilankais a parfois essayé de décrire quelques critiques des gouvernements occidentaux, ONG et des organismes d'aide comme une forme « d'interférence extérieure », afin de gagner la sympathie d'autres pays du tiers monde. Mais la forme la plus sérieuse en matière d'interférence extérieure a été l'aide militaire impérialiste accordée au gouvernement srilankais dans sa guerre contre le peuple tamoul.

Du fait que les Tamouls vivaient sous une oppression extrême au Sri Lanka, ils sont présentement incapables de s'exprimer librement. Les Tamouls dans la diaspora, comptant plus de 1,5 millions d'individus, ont joué un rôle majeur dans la sensibilisation concernant la situation et dans la présentation de demandes pour des droits de la personne et d'autodétermination nationale.

De grandes manifestations ont été organisées par les Tamouls dans les rues de nombreuses villes autour du monde. Des referendums ont été tenus au sein des Tamouls dans plusieurs pays, avec plus de 98% de participants votant pour réaffirmer leur soutien concernant l'objectif d'autodétermination nationale pour le peuple tamoul. Des diasporas tamoules ont créé des entités telles que le Conseil International d'Îlam Tamoul, et le Gouvernement Transnational d'Îlam Tamoul pour mettre en avant leurs opinions.

Parfois les contestations de la diaspora peuvent avoir un impact sur les politiques des gouvernements occidentaux. La décision de l'Union Européenne de retirer l'accès préférentiel du Sri Lanka au marché européen était en partie une réponse à la sensibilisation du public aux oppressions dont souffrent les Tamouls au Sri Lanka.

Recommandations :

1. Le processus judiciaire doit purement être international et sous le contrôle de l'ONU, et nous sollicitons que vous recommandiez le renvoi à la cour pénale internationale ou à un tribunal spécial pour le Sri Lanka, et que vous n'appuyiez aucun mécanisme domestique ou hybride sous le contrôle du Sri Lanka.
2. Nous sollicitons que vous preniez des mesures pour évaluer au niveau judiciaire le génocide contre le peuple tamoul comme le dispose la décision unanime adoptée par le Northern Provincial Council du Sri Lanka en février 2015.

*Swiss Council of Eelam Tamils (SCET), Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, des ONG sans statut consultatif partagent également les opinions exprimées dans cet exposé.